

réunion publique de ATTAC 92 Clamart¹, le 22 janvier 2010 :

Solidarité et justice sociale dans le prix de l'eau

avec Jean-Claude Oliva (Coordination Eau Ile-de-France) et
Jacques Perreux (vice-président du Conseil Général du 94)

Introduction de la soirée

Eric COLAS, animateur du groupe ATTAC 92 Clamart

L'eau est un sujet à tiroir.

A partir de l'eau, on parle des services publics et des multinationales, de l'Europe et de ses directives, des revenus des ménages, de la pollution, de l'assainissement, des médicaments que nous ingérons et qui se retrouvent dans la nature et donc de la pollution des cours d'eau, etc ...

A ATTAC, le thème de l'eau n'est pas une priorité. Mais il se retrouve à tous les niveaux de la mondialisation de la finance et de l'oppression et de la domination dans les rapports sociaux et la nécessité écologique dans notre société.

Ce soir, nous allons parler de deux choses : de la tarification sociale et du SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France).

La **tarification sociale**, c'est une aide sociale en fonction des revenus des ménages. Actuellement, il n'y a pas à proprement parler de système d'aide : le dispositif actuel, via le Fonds de solidarité logement (FSL) ne touche qu'une partie infime des familles concernées. Donc, nous discuterons de ce que serait un système efficace qui permettrait que l'eau qui nous est indispensable à tous pour vivre et qui est consubstantielle de notre mode de vie occidental. Par exemple, les énormes progrès hygiéniques de l'occident depuis 1 siècle sont essentiellement dus aux toilettes à chasse d'eau, au réfrigérateur, à l'eau potable au robinet pour tous, aux égouts et aux vaccinations. Chacun notera combien de fois l'eau a été citée.

Nous parlerons aussi de l'eau du robinet des franciliens et son gestionnaire le **SEDIF**. Clamart, comme 144 communes de la petite couronne autour de Paris se sont regroupées depuis 1 siècle dans un syndicat, qui aujourd'hui approvisionne 4 millions d'habitants. Ce soir, nous fêterons avec un peu de retard le vote calamiteux du 11 décembre 2008. Ce vote scélérat a autorisé nos représentants municipaux à continuer avec le même prestataire de service, la multinationale non-française Véolia, malgré des indus estimés entre 45 et 90 millions d'euros. Ce vote n'a été possible que par la complicité de certaines forces de gauche, bizarrement acquiescentes à Véolia depuis plusieurs décennies.

Nous discuterons de tout cela avec **Jean-Claude Oliva**, journaliste et Président de la Coordination Eau-Île de France (<http://eauidf.blogspot.com>) et **Jacques Perreux**, vice-Président du Conseil Général du Val de Marne.

Rédaction : Eric COLAS,
eric.colas@evab.org

¹ Email : attac92clamart@free.fr

Web : <http://attac92clamart.free.fr/autre>